

Dix ans après le tsunami, Banda Aceh s'est relevée

Le 26 décembre 2004, un raz-de-marée géant faisait plus de 230 000 morts dans l'océan Indien. Dix ans après, en Indonésie, la reconstruction a dopé l'économie.

Banda Aceh.
De notre envoyée spéciale.

Avec ses artères bétonnées où circule un flot de motos, ses 220 000 habitants et ses 25 000 étudiants, Banda Aceh est une ville bien vivante et même moderne pour l'Indonésie : on y trouve de grands « malls » commerciaux et quantité de cafés Internet. Dix ans après le tsunami, la capitale de la province d'Aceh, dans le nord-ouest de l'île de Sumatra, est métamorphosée. « Il y a aujourd'hui bien plus de bureaux, d'habitations et de commerces qu'avant », observe Bukhari Daud, ancien régent, de 2007 à 2012, du territoire administratif d'Aceh Besar. C'est une autre ville. »

À chaque carrefour, des panneaux représentant une vague indiquent la route d'évacuation vers les édifices élevés : la grande mosquée, le Musée du tsunami et plusieurs abris hauts d'une vingtaine de mètres. Le 26 décembre 2004, la vague a fait 167 000 victimes et 500 000 sans-abri dans la région.

Afflux de dons

Mais Aceh s'est relevée, grâce aux dons et aux ONG (organisations non-gouvernementales) qui ont afflué en masse. Seule province d'Indonésie

appliquant la charia, en proie à un conflit séparatiste, la zone était jusqu'alors fermée aux étrangers. Le montant de l'aide internationale y est colossal : « 7,8 milliards de dollars recueillis », selon l'institut indépendant Groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement).

Pour ne pas être accusé de gaspillage, le gouvernement indonésien met alors en place un Fonds multinationaux géré par la Banque mondiale, ainsi qu'un Bureau de réhabilitation et de reconstruction (BRR). Celui-ci doit contrôler l'attribution des aides et coordonner les actions des ONG. « Certaines ont été précipitées et parfois redondantes », reconnaît Myrna Evora, directrice en Indonésie de l'ONG Plan International. Créé en avril 2005 seulement, le BRR mettra encore plusieurs mois à faire preuve d'une réelle efficacité.

Boom économique

Mais en quatre ans, sont reconstruits plus de 140 000 maisons, 1 700 établissements scolaires, des milliers de kilomètres de route, des centres médicaux, des ports et des aéroports... Les derniers grands programmes de réhabilitation des terres agricoles et de reconstruction s'achèvent en 2009. Les chantiers ont dopé l'économie de la région. « Nous avons

perdu beaucoup avec le tsunami, mais nous avons aussi gagné beaucoup en termes de développement », souligne l'ancien régent Bukhari Daud.

Mais la reprise économique n'aurait pas été possible sans la paix, née de la crise post-tsunami. En août 2005, après vingt-neuf ans de conflit meurtrier entre les séparatistes du Gam (Gerakan Aceh Merdeka) et l'armée indonésienne, les rebelles renoncèrent à leur revendication d'indépendance totale en échange d'une plus grande autonomie.

Dix ans après, le bilan global est jugé positif, y compris par la Banque mondiale. « Il faut saluer la belle et grande résilience des gens d'Aceh, souligne Myrna Evora. Malgré la confusion des débuts, la manière dont la région s'est relevée est aujourd'hui considérée comme un modèle de coordination, qui pourra servir pour d'autres désastres. » Désormais, le défi à relever pour la province, riche en ressources naturelles (pétrole, gaz, bois), est de réussir à prolonger cette dynamique de développement, malgré la fin des aides et des grands chantiers de reconstruction pourvoyeurs d'emploi.

Corinne BOURBEILLON.



Le cœur de la ville, où la vie bat à la sortie de la prière de l'après-midi, c'est la grande mosquée Baiturrahman.

« La catastrophe a ouvert Aceh au monde »

Entretien

Azman Ismail.
Imam
à Banda Aceh
de la grande
mosquée
Baiturrahman.



Ouest-France

Y a-t-il plus de ferveur religieuse depuis le tsunami ?

Les habitants d'Aceh étaient déjà très croyants avant la catastrophe. Naturellement, dans la période qui a suivi, les gens sont venus plus nombreux et plus souvent prier à la mosquée. Quand vous avez perdu des enfants, des proches, vous puisez du réconfort, de la force morale, dans la religion. Mais je n'ai pas l'impression que les Acehnais soient aujourd'hui plus ou moins religieux qu'avant.

Oui, je le crois, et ce n'est d'ailleurs pas la seule mosquée à être restée debout, alors que d'autres bâtiments en dur ont été détruits. Quand l'eau s'est retirée, elle a servi de refuge à près de 12 000 survivants, musulmans et non-musulmans.

Le tsunami est-il perçu comme une punition divine ?

Comme toutes les catastrophes naturelles, le tsunami nous révèle la toute puissance d'Allah. Mais en tant que musulmans, nous croyons à la bonté de Dieu. C'est une épreuve, pas un châtement. Je constate aussi que ce malheur a eu une conséquence importante sur la société acehnaise, jusqu'alors très traditionnelle, un peu fermée et coupée de l'extérieur : l'aide internationale a permis de nombreux échanges, et aujourd'hui, les gens d'ici sont plus ouverts aux autres pays.

Recueilli par C.B.

numérique du lundi 15 décembre.

Lire aussi dans l'édition du soir

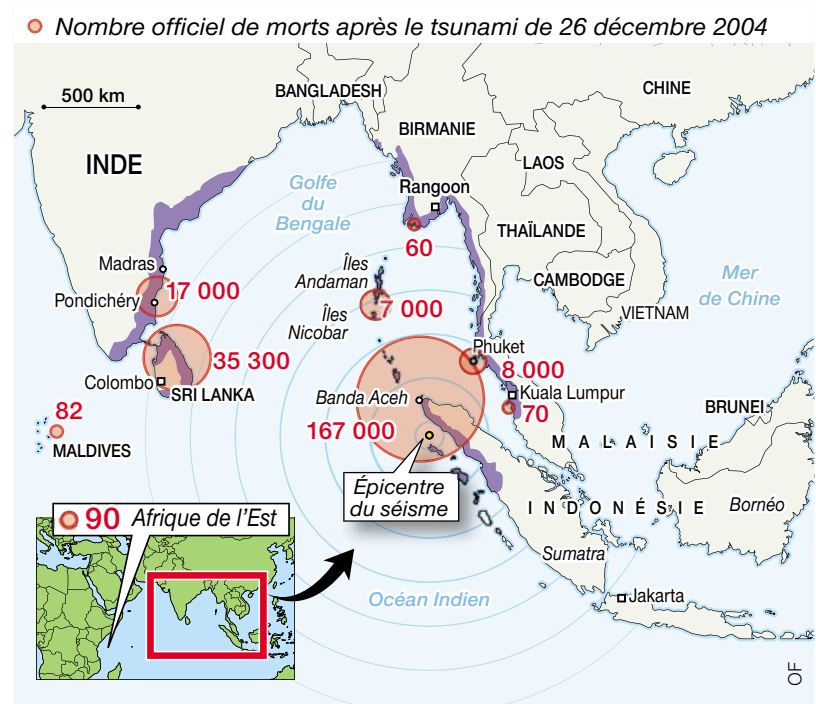
Lire aussi notre dossier illustré sur les dix ans du tsunami dans notre édition

Tsunami du 26 décembre 2004 : les chiffres clés

230 000 morts. C'est le chiffre officiel des décès confirmés dans l'ensemble de l'océan Indien dès 2009, mais dix ans après, on compte toujours plus de 45 000 disparus, ce qui porte le bilan global au-delà de 275 000 victimes. Le désastre a aussi fait plus de 1,7 million de sans-abri. Les pays les plus touchés sont l'Indonésie (plus de 167 000 morts et disparus), le Sri Lanka (plus de 35 000), l'Inde (plus de 17 000) et la Thaïlande (plus de 8 000).

13,5 milliards de dollars. C'est le montant des dons de la communauté internationale, récoltés après le désastre. Le tsunami a constitué un événement sans précédent, de par l'ampleur de la catastrophe et le niveau record de fonds ayant été réunis, dont environ 40 % de fonds privés provenant de particuliers et d'organisations. Le financement international a permis aux organisations humanitaires de mettre en œuvre une réponse rapide et de couvrir les coûts de l'aide, à la fois au niveau de l'urgence et du relèvement sur le long terme.

9,2 de magnitude. Le tsunami a été engendré par un tremblement de terre d'une magnitude de 9,2 sur



l'échelle de Richter, qui a eu lieu 00 h 58 GMT soit 7 h 58 en Indonésie, premier pays touché. L'épicentre du séisme est localisé en mer, au sud de l'île indonésienne de Sumatra, à 30 km de profondeur. La première secousse a été accompagnée par

une série de répliques, qui ont duré pendant plus d'un mois jusqu'au 31 janvier 2005.

(Sources : Plan International, Oxfam, Géoconfluences)

Des dispositifs d'alerte



Un panneau indiquant une aire d'évacuation près de Banda Aceh.

Lors du tsunami de 2004, il n'existait aucun système d'alerte dans l'océan Indien. En 2013, Australie, Indonésie et Inde ont déployé l'Indian Ocean Tsunami Warning System, qui déclenche l'alarme aux vagues submergées en cas de fort séisme. Les États-Unis ont musclé leurs équipes de veille à Hawaï et en Alaska pour le Pacifique. Les pays riverains réfléchissent à un dispositif en Méditerranée. « Avant 2004, on comptait une centaine de scientifiques dans le monde travaillant sur les tsunamis. Ils sont aujourd'hui un millier », souligne l'expert américain Eddie Bernard. Le nombre des bouées mesurant la pression au fond des océans, et informant en temps réel, a décuplé.

Le monde en bref

Obama pourrait labelliser « terroriste » la Corée du Nord

L'administration Obama réfléchit à inscrire la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme, après le piratage massif des données de Sony Pictures. Le régime de Pyongyang est soupçonné d'avoir orchestré, au moins en sous main, cette attaque informatique destinée à empêcher la sortie d'un film bur-

lesque où le dictateur Kim Jong-un est victime d'un complot. La Corée du Nord a déjà figuré sur la liste terroriste de Washington pendant deux décennies, avant d'en être retirée par l'administration Bush en 2008, alors qu'elle négociait l'abandon de son programme nucléaire.

Australie : inculpée pour le meurtre de huit enfants

Cette femme appartient à la communauté des indigènes du détroit de Torres, population autochtone originaire d'îles sur la côte de l'État du Queensland. La police l'a interpellée, hier, et l'a inculpée pour le meurtre de sept de ses enfants (trois filles de 2, 11 et 12 ans et quatre garçons de 5, 6, 8 et 9 ans) et d'une nièce de 14 ans. Les

corps des victimes avaient été retrouvés, vendredi, dans une maison d'un quartier de Manoora, en banlieue de Cairns, la grande ville du nord-est tropical de l'Australie, point de départ des visites de la Grande barrière de corail. Selon la presse australienne, c'est un frère aîné de la fratrie, âgé de 20 ans qui a découvert le drame.

Les pendants d'islamistes ont repris au Pakistan

Quatre détenus condamnés pour une tentative d'assassinat contre l'ancien président Pervez Musharraf ont été pendus, hier, dans la prison de Faisalabad au Pakistan. Deux autres l'avaient été vendredi. Le gouvernement de Nawaz Sharif avait annoncé, la semaine dernière, la levée du moratoire sur la peine capitale en vigueur depuis 2008, en cas de condamna-

tion pour terrorisme, au lendemain d'une attaque des talibans qui a tué 149 personnes dont 132 écoliers à Peshawar. « Cette vague d'exécutions est une réaction lâche et politicienne, a déploré le Phelim Kine, le directeur adjoint de Human Rights Watch pour l'Asie. Elle n'aidera rien à traduire en justice les auteurs de l'attaque de Peshawar. »

L'Indonésie coule des bateaux de pêche étrangers



La marine indonésienne a le coup de canon facile. Hier, elle a tiré sur deux navires de pêche « battant pavillon de Papouasie Nouvelle-Guinée mais avec un équipage thaïlandais », a expliqué le porte-parole de la base navale d'Ambon. Les deux navires avaient été repérés par satellites et arraisonnés, le 7 décembre. À bord du navire, les contrôleurs avaient découvert « 63 tonnes de crevettes et de

poisson ». La justice les a reconnus « coupables de pêche illégale dans les eaux territoriales indonésiennes ». Trois navires vietnamiens saisis pour les mêmes faits avaient déjà subi le même sort, le 5 décembre. « Depuis, le nombre de cas de pêche illégale dans nos eaux diminue », se félicite le gouvernement indonésien qui estime le manque à gagner à 20 milliards de dollars par an.

Une Première ministre nommée à Haïti

La ministre de la Santé du gouvernement sortant, Florence Duperval Guillaume, a été nommée Première ministre par intérim, hier, en remplacement de Laurent Lamothe, démissionnaire il y a une semaine après des mois de crise politique. Si des législatives n'ont pas lieu avant le 12 janvier, le travail parlementaire

sera suspendu et le président Laurent Martelly devra diriger par décrets, alors qu'il a été visé, ces dernières semaines, par de nombreuses manifestations contre la corruption. Haïti peine toujours à se remettre du tremblement de terre qui avait rasé une partie de Port-au-Prince, la capitale, il y a cinq ans.

Une Française a pu voir ses enfants au Mexique

La Française Maude Versini, dont les enfants sont retenus depuis trois ans par son ex-mari au Mexique, a pu passer deux heures, auprès d'eux, samedi dans un centre géré par la Justice.

« C'était un moment incroyable, nous nous sommes embrassés », a expliqué la mère. Le père, Arturo Montiel, ex-gouverneur de l'État de Mexico, a emmené lui-même les enfants.

Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient

Les graves événements d'Irak et le dénuement absolu des réfugiés (photo) obligés à un exode terrible nous incitent à lancer un appel pour leur venir en aide, qu'ils soient chrétiens ou d'autres religions, persécutés par l'État Islamique. Vous pouvez adresser vos dons à Ouest-France Solidarité, Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 ou, via Internet, sur le site ouestfrance-solidarite.org. Un reçu fiscal vous sera adressé en début d'année prochaine.



Reuters